

# Le monde qui vient

Entretien avec **Alain Bihr**

**Réfractations** : Tout le monde parle de la crise. Mais de quelle crise s'agit-il et peut-on en sortir ?

**Alain Bihr** : En apparence, nous sommes plongés simultanément dans une crise écologique, une crise économique et une crise financière. Mais, en fait, c'est une seule et même crise. On touche aux limites de la civilisation capitaliste, c'est-à-dire aux limites du monde tel qu'il s'est trouvé façonné par plusieurs siècles de développement, d'emprise du rapport capitaliste d'exploitation, de propriété, de classes. À partir de là, imaginer ce sur quoi pourrait déboucher cette crise globale, en somme des scénarios de sortie de crise, est assez risqué. La nécessité pour le capital de se reproduire de manière élargie, sur un mode cumulatif, dans l'écosphère qui est la nôtre se heurte à la finitude des ressources énergétiques naturelles, de matières premières, de terres arables, etc. Ces ressources ne sont pas extensibles à l'infini, pas plus qu'il n'est possible de faire coexister une population extensible à l'infini. La solution pour le capital, qui a déjà été pratiquée pour partie à d'autres moments, consiste à repousser ses limites en détruisant partiellement ce qui

Alain Bihr a déjà collaboré à plusieurs numéros de *Réfractations*. Il a été pendant plusieurs années un des animateurs du bulletin politique, syndical et culturel *À contre courant*. Se considérant comme un communiste libertaire tout en se réclamant d'une formation marxienne, il a une vue particulière sur les temps qui viennent. C'est ce que l'un d'entre nous lui a demandé d'explicitier.

a été produit antérieurement ; tel a été l'un des effets, l'une des fonctions, des guerres et des crises économiques jusqu'à présent. Cela a détruit une grande quantité de forces de travail et de moyens de production. En l'absence de toute alternative, l'aggravation de la crise écologique conduira ainsi à des phénomènes de destruction massive de populations, par la famine, par des événements climatologiques à grande échelle ou par des accidents nucléaires à répétition comme à Fukushima. Ou encore par des guerres dont l'enjeu sera l'appropriation des ressources naturelles qui vont se raréfiant. Ce qui pourrait rendre une partie de la planète inhabitable.

**Réfractations :** Ne serait-ce pas un moyen de relancer la cohésion sociale ?

**Alain Bihl :** Certes ! Mais cela peut prendre aussi la forme du renforcement d'un processus qui est déjà en cours et qui m'a frappé. Pour la première fois de son histoire pluriséculaire, la dynamique capitaliste a cessé d'être expansive, en laissant de côté des pans entiers du monde comme l'Afrique qui ne représente en fait que 1% du commerce mondial. En même temps, c'est une « nouvelle » frontière énorme, c'est un continent à conquérir par le capital. Pourtant, quand on considère le grand arc qui va du Sahel à l'Asie centrale, on voit bien s'y produire une régression en tous genres, non seulement idéologique mais politique, l'effondrement de pouvoirs centralisés et la résurgence de formes anté-étatiques de pouvoir politique, sans compter la dépression économique. Peut-être y a-t-il là des zones d'expérimentation sociale possibles. À suivre...

Par ailleurs, la redistribution des cartes au niveau mondial, si elle affaiblit considérablement les secteurs du prolétariat mondial organisé dans les formations centrales, quoi que l'on puisse penser des limites de ses organisations syndicales et politiques traditionnelles, a développé ce même prolétariat dans d'autres zones et interconnecté ces différents fragments. On voit bien que le niveau moyen des salaires en Europe est de moins en moins indépendant de celui des salaires en Chine. Il est clair qu'il arrivera un moment où on l'aura compris dans les banlieues laborieuses de Shanghai aussi bien que dans celles de Dublin ou de Paris. Et, quand je parle salaire, il faut entendre globalement les conditions sociales et politiques du rapport salarial. Ainsi, la phase actuelle de

« mondialisation » peut faire apparaître les conditions d'une remobilisation, d'une réorganisation de la lutte de classe du prolétariat au niveau mondial.

Mais le fait même que l'on puisse ainsi multiplier les scénarios de « sortie » de crise me fait dire que nous sommes face à un avenir très difficilement lisible. La seule chose qui pour moi est certaine est que le monde tel qu'on le connaît est une chose qui n'est pas tenable, vivable, reproductible. Il est destiné à disparaître d'une manière ou d'une autre. Dire comment il disparaîtra et ce à quoi il laissera la place relève de la politique-fiction ou de la science sociale-fiction, au-delà des scénarios déjà évoqués.

**Réfractions :** Que faire des annonces, qui peuvent paraître catastrophistes, des experts climatiques ou environnementaux?

**Alain Bihr :** La question se pose en effet de savoir s'il est possible d'intégrer dans la critique sociale, critique en actes autant que critique théorique, des préoccupations écolo-climatiques. Je crois que cela est totalement nécessaire. Je pense que le type de configuration des rapports de classe qui s'est dessiné en Europe, aux États-Unis, au Japon plus tardivement, soit dans les centres mondiaux du développement capitaliste, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle consistait, en gros, à laisser à la bourgeoisie la maîtrise du développement des forces productives à travers la propriété des moyens de production tout en garantissant au prolétariat, aux couches populaires plus



généralement, un partage moins inéquitable des fruits de l'accumulation du capital en termes d'amélioration de ses conditions d'existence. Les rapports de distribution ont été modifiés sans pour autant toucher aux rapports de production. Les luttes se sont donc orientées vers l'amélioration du salariat sous toutes ses dimensions, augmentation du pouvoir d'achat du salaire direct, mise en place des différentes formes du salaire indirect, développement d'un appareillage des services publics, services sociaux, capables de répondre aux besoins de logements, de santé et d'éducation, etc., mais sans que soit interrogée du tout la logique productive qui rend tout cela possible, donc sans interroger du tout son emprise écologique.

**Réfractions :** Peut-on introduire dans le système productif ce genre de préoccupations sans poser le problème du « qui décide »?

**Alain Bihl :** La reproduction de ce genre de compromis à l'échelle planétaire est devenue quelque chose de totalement impossible. Si les luttes prolétariennes devaient repartir, je dis bien si elles devaient repartir, il est évident qu'elles ne pourraient pas faire l'impasse sur les questions ayant trait à l'impact écologique des objectifs d'amélioration du salariat, ce qui conduit immédiatement à celle du contrôle de cet impact. En conséquence le problème de la propriété des moyens de production devra être abordé. Pas seulement



au sens strictement juridique du terme mais à celui, bien plus large et profond, de la réelle capacité de décider de ce à quoi on va utiliser les moyens de production disponibles : c'est donc le problème de l'orientation de la production, des conditions du processus de production, donc aussi de la nature des moyens utilisés, qui va ainsi être posé. Et on retrouve la vieille et fondamentale question de l'expropriation des propriétaires actuels par et pour la réappropriation socialisée des forces productives. En somme, la question du communisme !

Et c'est ce qui fait toute la difficulté à ce jour. Car les mouvements ouvriers aujourd'hui, dans ce qui reste de leurs éléments de pensée, de réflexion, de stratégie, sont loin d'en avoir conscience. Pour l'ouvrier chinois, par exemple, l'horizon immédiat, c'est de s'assurer des conditions salariales plus faciles que celles qu'il a connues et connaît encore, de l'ordre de celles conquises par de vastes secteurs du salariat occidental. Tandis que, pour ces derniers, l'horizon immédiat est de ne pas perdre ces conquêtes. Mais, au niveau mondial, dès lors qu'il s'agira de repasser à une phase d'offensive, ce ne peut être que la question du communisme qui se repose. Celle-ci est difficile à aborder. Il est compliqué d'en créer les conditions et la solution en est encore plus ardue.

**Réfractions :** La question est donc mondiale, plus question de « socialisme dans un seul pays » ?

**Alain Bihr :** Je pense qu'une partie de la faiblesse actuelle du mouvement social anticapitaliste tient dans la conscience que tel est le problème alors que, pour l'instant, on n'a pas encore les débuts du commencement de la solution. Le système actuel ne peut continuer à fonctionner que d'une manière catastrophique, sa reproduction en l'état ne peut conduire qu'à des catastrophes de tous ordres, chacune de ces catastrophes pouvant redonner un petit ballon d'oxygène au système en même temps qu'il dégrade un peu les conditions de survie de l'humanité. Il suffit de regarder ce qui s'est passé à Fukushima, par exemple. On prévoit un minimum de quarante années de travail pour nettoyer la zone contaminée, afin de rendre le site de nouveau habitable. On emploie des milliers de gens à curer la terre, travail sans fin puisque les couches de terre non polluées que l'on met au jour se retrouvent immédiatement polluées par le ruissellement des eaux venant des montagnes

alentour. Ce sont des dizaines d'années de travail en perspective qui servent à la valorisation de capitaux singuliers qui font, eux, partie de la valorisation générale du capital. On voit bien comment le typhon qui vient de ravager les Philippines n'est pas du tout un accident atmosphérique ordinaire et a bien à voir, en fait, avec le réchauffement climatique. Il ruine des régions entières et cela offre aux entreprises de travaux publics comme Bouygues et consorts des opportunités fantastiques. On est face à un capitalisme de la prédation qui se nourrit de plus en plus et qui se nourrira de plus en plus des catastrophes qu'il produit lui-même. Tel est le seul avenir dont il puisse nous laisser la perspective si nous sommes incapables de concevoir et de construire une alternative historique.

**Réfractions :** Il a toujours fait cela, à travers les krachs boursiers ou les guerres mondiales...

**Alain Bihl :** Certes, ce n'est pas neuf. Ce qui est nouveau, ce sont la diversité des catastrophes et leur ampleur tout comme le degré avec lequel le capital se renouvellera par sa propre destruction. Cela en l'absence de toute force antagonique capable de proposer, de faire naître des luttes dans le cadre desquelles émergeraient des projets et des débuts de réalisation de projets alternatifs. Je ne crois plus du tout que l'on soit face à l'alternative de Rosa Luxembourg : « Socialisme ou barbarie ! » L'alternative aujourd'hui, c'est : « Le communisme ou la mort ! » Ou bien nous sommes capables de créer les conditions d'une transition relativement rapide vers le communisme, sans que l'on sache exactement ce que cela signifie au-delà de la définition minimale donnée précédemment, à savoir l'appropriation par l'humanité tout entière de ses propres forces productives, telles qu'elles sont devenues aujourd'hui capables de bouleverser toutes les conditions naturelles de l'existence humaine. Ou bien la poursuite non maîtrisée de ces mêmes forces productives sous la forme de l'accumulation du capital peut conduire au ravage de la planète tout entière, en la rendant inhabitable. Et cela peut tout aussi bien prendre la forme de guerres de survie, quand on en arrivera à se battre pour le dernier kilomètre carré de terre arable ou le dernier mètre cube d'eau potable.

**Réfractions :** Nous assistons pourtant ces derniers temps à la montée en puissance de moyens de production d'énergie « naturelle »,



d'une part, et bien moins gourmands en matières premières, d'autre part.

**Alain Bihr :** S'il existe effectivement des processus technologiques visant à augmenter les capacités d'intervention de l'homme sur la nature tout en diminuant la quantité de matière première utilisée et la quantité d'énergie nécessaire, il n'en reste pas moins qu'il y a des limites incompressibles à cela. Ne pas le comprendre, c'est donner dans l'utopie du « capitalisme vert ». Il peut y avoir des capitaux verts. Il est tout à fait possible de « verdir » le fonctionnement de capitaux singuliers. Ces capitaux peuvent se consacrer corps et âme à leur valorisation à travers la production de produits et de services, à travers des modes de produire et des modes de consommer « verts » ; c'est déjà le cas aujourd'hui. Autre chose serait un capitalisme vert, c'est-à-dire un capitalisme capable d'intégrer ces deux contraintes majeures que la crise écologique nous enseigne : d'une part, se limiter dans l'échelle de la reproduction sociale et, d'autre part, réguler très fortement pour ne pas dire planifier cette reproduction sociale. S'oppose à cela le fait qu'il n'y a pas de reproduction du capital possible sous une forme simple, c'est-à-dire à échelle constante. La reproduction du capital ne peut être qu'une reproduction élargie. Tandis que, simultanément, le capital n'existe jamais que sous la forme d'une multiplicité de capitaux privés en concurrence les uns avec les autres, et ce jusque dans des situations



d'oligopoles mondiaux. Or les capitaux singuliers disposent des possibilités que leur laisse le droit sacré de la propriété privée de se soustraire à toutes les réglementations et régulations. À partir de là, il m'est très difficile de concevoir un capitalisme qui respecterait ces deux contraintes fortes qui seraient celles d'une économie écologiquement compatible. Développement durable et capitalisme sont pour moi des choses antinomiques. La notion même de développement durable a été créée pour masquer cette antinomie.

**Réfractions :** Cette évolution aura bien une influence sur l'organisation des pays ?

**Alain Bihr :** Les formes d'organisations nationales évoluent actuellement, d'une part, vers un autoritarisme de plus en plus grand à l'égard des couches populaires, surtout les franges de celles-ci qui n'acceptent pas de se soumettre aux formes actuelles d'exploitation et de domination, d'autre part, vers un laisser-faire de plus en plus développé afin de laisser au capital la liberté d'évoluer avec le moins de contraintes possible. Il va y avoir des secteurs dont l'État s'occupera de moins en moins et d'autres dans lesquels il mettra de plus en plus son nez, ses pieds et ses mains, de même il pourra y avoir des niveaux (au sens socio-spatial du terme) où la contrainte étatique se fera moins pesante. Cela correspond à des processus qui sont déjà en cours. On voit bien comment les anciens États-nations européens se trouvent à la fois affaiblis au niveau

national mais se renforcent considérablement au niveau supérieur dans le cadre de la construction européenne et comment, simultanément, ils renvoient vers leur périphérie (les pouvoirs locaux) toute une série de tâches, particulièrement dans le domaine social.

**Réfractions :** Une alternative sociale est-elle possible dans un tel contexte?

**Alain Bihr :** On peut encore émettre une autre hypothèse. Si le processus de la reproduction du capital devient trop chaotique, et au fur et à mesure il deviendra de plus en plus chaotique, il se créera nécessairement des espaces délivrés relativement des contraintes que le capital et les États imposent, qui laisseront prise à l'expérimentation sociale ; et, dans ce cadre-là, tout est possible. On peut imaginer que, dans des zones qui auront été laissées à l'abandon par le capitalisme parce qu'elles ne représentent plus suffisamment d'intérêt, des groupes humains s'auto-organisent autour de moyens de production tout à fait traditionnels qui peuvent être à cette occasion renouvelés tels que l'élevage, la sylviculture, l'agriculture de subsistance destinée à des marchés locaux de manière à créer des communautés humaines qui soient autogérées assez largement et qui soient en rupture assez grande par rapport aux normes du système capitaliste sans que pour autant ait disparu une médiation marchande ou monétaire, ou des médiations proto-étatiques. Et ce même si, comme j'en faisais la remarque plus haut, dans de tels espaces, pour l'instant, ce sont surtout des régressions économiques, sociales, politiques et idéologiques qui ont fleuri...

L'hypothèse d'un devenir catastrophique ne doit pas effacer l'hypothèse d'un devenir chaotique. Dans le chaos généralisé, il peut naître des îlots, des expériences. Dans un exercice de politique-fiction, on peut imaginer une fédération de ce genre de réalisations. Cela n'est pas invraisemblable, d'autant moins que cela peut rejoindre les processus technologiques en cours actuellement visant à atteindre une moindre empreinte écologique par la miniaturisation des outils. On tire avantage d'un haut niveau de connaissance des conditions de l'impact écologique qui peuvent bénéficier à des activités traditionnelles aujourd'hui négligées. On ne peut que considérer comme complètement catastrophique la manière dont le capitalisme a transformé l'agriculture à travers les grands groupes agroalimentaires. Malgré ces mutations, il y a la

place pour une agriculture qui produirait non pas de la valeur, des marchandises et de l'argent, mais de la valeur d'usage nécessaire à satisfaire les besoins d'une population environnante.

**Réfractions :** Il se pose quand même le problème de la santé !

**Alain Bihl :** De même, on peut dire qu'il ne faut pas grand-chose en termes de services publics et d'infrastructures pour améliorer considérablement la santé publique. On connaît l'impact fondamental que peut avoir de ce point de vue l'éducation. Je pense à une formation qui, dès l'enseignement primaire, rendrait les individus attentifs aux soins à apporter à leur corps au sens le plus large du terme, autant en termes d'hygiène corporelle qu'en termes d'hygiène de vie, le tout couplé avec un réseau de soins de base, infirmières, médecins généralistes, etc. Cela induirait une bien plus grande efficacité que celle de tous les grands mastodontes hospitaliers de nos cités. Donc on peut imaginer des expériences de développement de communautés sur des bases « communistes », protection collective, socialisation de la terre, etc. Cette dernière serait confiée à des groupes chargés de produire ce qui est nécessaire dans un système d'échange de biens avec ou sans médiation marchande. En ce sens-là, je reste tout à fait marxien de base : je pense que le capitalisme a totalement rempli sa mission historique qui consistait à développer les forces productives, sachant que l'accumulation du savoir est la principale force productive. On est à un niveau de développement de la civilisation considérable qui permet d'imaginer qu'avec assez peu de moyens on puisse se débrouiller. Mais cela suppose qu'il y ait des groupes qui soient capables d'un minimum de cohésion communautaire, débarrassés de l'emprise du capital et de l'État. Et j'ai bien conscience que, ce disant, je retombe dans des termes un peu utopiques au sens de Thomas More, une île quelque part perdue... Dans un processus nécessairement chaotique, il se créera des espaces de ce type-là. C'est là que je vois le seul espoir avec la reconstitution difficile d'un front de classe au niveau du prolétariat mondial et donc l'articulation entre ces expériences et les luttes sociales.

Propos recueillis par **Pierre Sommermeyer**